

*Questions orales*

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

### LES SOINS MÉDICAUX

#### LE RÉGIME D'ASSURANCE MALADIE DE L'ONTARIO—LA MENACE DES MÉDECINS DE FAIRE PAYER LES PATIENTS DIRECTEMENT

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, concerne la directive émise à tous les hôpitaux et médecins à qui l'on a demandé de ne pas accepter les cartes OHIP, mais plutôt de faire payer les patients directement. Le ministre pourrait-il user de son influence et prendre l'initiative que nous attendons de lui en disant à tous les médecins canadiens qu'il est immoral et indigne de leur part d'utiliser les services de santé du Canada comme une arme politique?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je crois avoir déjà signalé clairement qu'on ne devrait pas faire courir des risques à un patient qui a besoin de soins médicaux et qui vient d'une autre province, sous prétexte qu'il utilise la carte OHIP ou toute autre carte. C'est ce que prévoit notre système de santé public qui a reçu l'appui de tous les partis à la Chambre et de toutes les provinces. J'ai dit très clairement—et c'est pourquoi j'ai demandé qu'on procède aux vérifications nécessaires, afin d'être certain de ce que j'avance—que les dispositions de la Loi canadienne sur la santé relatives à la transférabilité sont respectées, du moins à ma connaissance.

En tant que ministre de la Santé, je m'attends, bien entendu, à ce que les Canadiens reçoivent les soins médicaux auxquels ils ont droit, qu'ils se trouvent dans leur province ou dans une autre.

[Français]

ON DEMANDE S'IL NE SERAIT PAS OPPORTUN POUR LE GOUVERNEMENT DE CONSEILLER À M. GROSSMAN D'APPUYER LE PROJET DE LOI 94

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, maintenant que la question a dépassé la province d'Ontario et que c'est une question d'intérêt national, le ministre ne croit-il pas que, étant donné ses fonctions et ses obligations, il serait opportun de téléphoner au président de l'Association médicale canadienne, de lui demander de retirer cette directive et peut-être même de téléphoner à M. Grossman, le chef «tory» en Ontario, et de lui dire de passer à l'action et d'appuyer le projet de loi 94?

● (1140)

[Traduction]

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, selon moi, la proposition du député selon laquelle je devrais téléphoner au chef de l'Opposition à Queen's Park n'est pas plus valable que si je

demandais au député de téléphoner au premier ministre de l'Ontario pour le prier d'être raisonnable et de tenter d'en arriver à un accord avec les médecins. Ce genre de déclaration est tout à fait inutile. Ce qu'il faut souligner, comme je l'ai dit tout à l'heure au député, c'est que je m'attends à ce que les médecins...

**M. Ouellet:** Le ministre de la Santé est en faveur de la surfacturation.

**M. Epp (Provencher):** Le député de Papineau est tout aussi ridicule aujourd'hui qu'il en a la réputation à la Chambre et dans tout le pays.

**M. le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Ouellet:** Vous êtes en faveur de la surfacturation. C'est ce que vous dites.

**M. le Président:** À l'ordre, je vous prie.

**M. Ouellet:** Asseyez-vous.

**M. le Président:** À l'ordre! Le ministre sait pertinemment qu'une observation personnelle de ce genre est antiréglementaire.

**M. Epp (Provencher):** Si j'enfreins le Règlement, je serai heureux de retirer mes paroles et de laisser le député faire son propre examen de conscience.

**Des voix:** Voyons!

**M. Penner:** Ce n'est pas suffisant. La rétractation doit être sans équivoque.

**M. le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Selon la présidence, le député n'a rien dit qui soit antiparlementaire. Par contre, les observations du député et il le sait pertinemment, sont antiréglementaires.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

#### LES EXPLOITATIONS FAMILIALES—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, j'adresse ma question au très honorable premier ministre. Celui-ci a nommé récemment un nouveau sous-ministre de l'Agriculture. M. Noreau parlait-il au nom du premier ministre et de son gouvernement lorsqu'il a déclaré récemment que la priorité du gouvernement n'était plus de protéger l'exploitation familiale mais plutôt d'aider les agriculteurs à changer de métier?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir répondre à cette question et tirer les choses au clair. Les déclarations du nouveau sous-ministre de l'Agriculture ont été citées en dehors de leur contexte. Le sous-ministre était en train d'expliquer une autre initiative très importante du gouvernement, le Programme de réorientation des agriculteurs canadiens.